

Source : «Le Nouvelliste» - 10.03.2017

Cet article est diffusé avec l'autorisation de l'éditeur

PARLONS-EN

## LES HUMANITÉS DU VENDREDI



EMMANUEL REYNARD GÉOGRAPHE, UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

### Tourisme et résidences secondaires: et si on revenait aux consortages?

Les résidences secondaires sont au cœur des débats. D'un côté, les coûts d'infrastructures induits par ces résidences peu occupées sont à la charge des habitants permanents. Les communes sont réticentes à l'idée d'octroyer des droits de décision à ces résidents temporaires; certaines leur font par contre payer des taxes spécifiques. De l'autre côté, les propriétaires de résidences secondaires ont souvent un attachement fort à leur station. Ils aimeraient pouvoir participer aux choix de développement touristique. Surtout, ils ne veulent pas être de simples «vaches à lait». Le débat semble être bloqué.

Encore bien présents dans les communes rurales, les consortages ont été créés afin de résoudre des problèmes économiques: l'exploitation des alpages, bisses, laiteries... Les décisions stratégiques sont prises par l'assemblée (législatif) et un comité (exécutif) se charge de l'opérationnel. Certains occupent des fonctions techniques: le gardien du bisse, le fromager...

Par le passé, chaque village avait plusieurs consortages et chacun en était membre en fonction de ses besoins (et souvent de sa fortune). Les membres avaient des droits, mais aussi des devoirs (les corvées). Les consortages ont été inscrits récem-

ment sur la liste valaisanne du patrimoine culturel immatériel.

Revenons aux résidences secondaires. Le tourisme est une activité économique. On aimerait que les propriétaires de résidences secondaires assument des devoirs (taxes) sans leur donner de droits. La création de consortages touristiques permettrait de résoudre le problème. Le but est de regrouper tous les bénéficiaires du

tourisme – résidents permanents et temporaires, commerces, entreprises – dans un consortage identique aux consortages agricoles. Les résidents temporaires obtiendraient la participation aux décisions qu'ils demandent, sans que cela n'empiète sur les prérogatives de l'assemblée primaire

ou du Conseil général. Et les devoirs – en argent (taxe touristique) et en nature (participation à l'animation de la station) – seraient partagés entre tous, permanents et temporaires.

De tels systèmes existent en Suisse alémanique pour la protection contre les crues. Dans l'Oberland bernois, les «corporations de digue» permettent de faire payer tous les propriétaires, y compris les propriétaires d'infrastructures (chemins de fer, lignes à haute tension, remontées mécaniques) et de résidences secondaires, pour assurer leur protection. Nous pourrions nous en inspirer. ◉

**Les propriétaires de résidences secondaires ont souvent un attachement fort à leur station. Ils aimeraient pouvoir participer aux choix de développement touristique.**

Madame, Monsieur, Chers Membres,

Le 1<sup>er</sup> avril dernier notre assemblée générale s'est prononcée à l'unanimité moins une abstention en faveur de la poursuite du projet "Bravo Bisses !".

Lors de l'élaboration du document qui était joint à l'invitation à l'AG, j'ignorais beaucoup d'informations concernant la situation actuelle en matière de bisses, en particulier je ne savais pas qu'un dossier avait été envoyé à l'UNESCO pour le classement de ce patrimoine. Mon document comporte donc quelques lacunes.

Une nouvelle page de notre site a été mise en ligne sur laquelle vous pourrez lire ou télécharger le *"Dossier de présentation en vue de l'inscription des bisses du Valais sur la liste indicative de l'UNESCO Elaboré par le Comité de l'Association des Bisses du Valais"*, riche en enseignement.

En ce qui concerne notre initiative, nous attendons les réactions officielles des communes de Leytron et Chamoson qui devraient se prononcer prochainement sur les suites qu'elles souhaitent réserver à cette proposition.

Ce projet, dans sa démarche, vise également à associer les citoyennes et citoyens des communes concernées aux résidents secondaires, deux communautés, aux intérêts souvent divergents, dont les liens pourraient être resserrés, soit un "vivre ensemble" amélioré dépassant les questions matérielles. Sur le site du Musée des Bisses, j'ai trouvé un article du Prof. E. Reynard, Institut de géographie et durabilité, Université de Lausanne, paru en 2017 dans Le Nouvelliste, qui résume bien la situation des R2 en matière des (non)droits politiques au niveau local lors de prises de décisions qui nous concernent. La piste de revenir aux consortages évoquée par le Prof. Reynard, il y a maintenant déjà 6 ans, est plus que jamais d'actualité.

Je vous souhaite de Joyeuses Pâques et vous transmets mes cordiales salutations.

Charly Teuscher